SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 27 JANVIER 1921

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signé à Berne, le 20 mars 1914.

(Voir les nos 187, 410 (session de 1919-1920) et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 16 décembre 1920; et le n° 11 du Sénat.)

Présents : MM. le baron DE FAVEREAU, président ; le baron DESCAMPS, le baron GILLÈS DE PELICHY et le marquis IMPERIALI, rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi voté par la Chambre des Représentants le 16 décembre 1920, et qui est soumis aujourd'hui à l'approbation du Sénat, a pour objet d'apporter une restriction au principe libéral consacré par l'article 6 de la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Berlin le 13 novembre 1908.

Le dit article stipule que les auteurs, ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union et qui publient leurs œuvres pour la première fois dans l'un de ces pays, jouissent, dans ce pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux et, dans les autres pays de l'Union, des droits accordés par la Convention.

Du reste, cette disposition se trouve en parfait accord avec l'article 38 de notre loi du 22 mars 1886, sur le droit d'auteur, et les délégués de la Belgique, à la Conférence de Révision de 1908, sanctionnèrent avec enthousiasme l'adoption d'un régime qui correspondait étroitement à l'esprit de notre législation sur la matière.

Il a semblé toutefois que cette disposition, qui imposait aux États unionistes l'obligation d'accorder gratuitement des droits à des auteurs ressortissant de pays non-unionistes, devait pouvoir, au moins dans certains

cas, et sous certaines conditions, recevoir des tempéraments, de manière à stimuler les adhésions des États à l'Union, et en même temps à permettre éventuellement, aux pays unionistes lésés par des États non contractants, d'user de justes représailles.

C'est le Gouvernement de Sa Majesté Britannique qui a pris l'initiative de la revision de l'article 6 de la Convention, déterminé en cela par la *manufacturing clause* qui figure dans la loi américaine de 1891, et qui a été maintenue malgré les protestations répétées de l'Angleterre.

Le Gouvernement britannique a estimé que « lorsqu'un pays refuse la protection aux œuvres des nationaux de l'autre, celui-ci ne peut être tenu de lui consentir une situation meilleure ». Cette thèse est d'accord avec l'équité et avec la logique juridique.

Le protocole additionnel dont notre Projet de Loi vous propose l'approbation, apporte donc une *restriction* au régime général de l'Union; ou plutôt, comme l'a fait observer M. Wauwermans dans son remarquable rapport, il serait plus juste de dire qu'il y apporte une *limitation facultative*, dont les modalités varieront suivant les cas, et qui le plus souvent s'inspirera du principe de réciprocité.

Il demeure entendu d'ailleurs que les gouvernements qui adopteraient ces mesures restrictives, en donneraient notification aux autres États unionistes, en spécifiant la nature de ces mesures et les pays auxquels elles s'appliquent.

En ce qui concerne spécialement la Belgique, le droit d'exécution des œuvres, qui inquiète vivement aujourd'hui écrivains et compositeurs, est directement intéressé à la ratification du Protocole additionnel : en effet, aux termes d'un projet de loi soumis à l'approbation des États généraux de Hollande, les juges cantonaux seraient autorisés à permettre dans leur ressort l'exécution de toute œuvre musicale publiée, sans avoir à entendre l'auteur, sans avoir à contrôler entre quelles mains pourra être valablement acquittée l'indemnité qu'ils fixeront arbitrairement.

Pareilles mesures contredisent l'esprit de la Convention, et il est légitime de leur opposer une limitation du droit libéralement concédé par l'article 6 de la dite Convention et par l'article 38 de la loi belge du 22 mars 1886.

Ainsi en a jugé la Chambre, qui a voté sans discussion le projet soumis aujourd'hui à l'approbation du Sénat, et dont votre Commission des affaires étrangères vous propose l'adoption.

Le Rapporteur,
Marquis IMPERIALI.

Le Président,
Baron DE FAVEREAU.